
1918

*Les thèses furent rédigées le
7 (20) janvier, la thèse 22, le 21
janvier (3 février) ;
l'introduction, en février 1918,
pas plus tard que le 11 (24).
Publié (sans la thèse 22) le
24(11) février 1918 dans la
«Pravda» n° 34.
Signé : N. Lénine
Conforme au texte de la
«Pravda» pour l'introduction, au
manuscrit, pour les thèses.*

*Œuvres t. 26, pp. 464-473,
Paris-Moscou*

Lénine

Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse

Ce n'est pas le moment de parler d'histoire, dira-t-on peut-être. Et on pourrait en effet l'admettre s'il n'existait pas là un lien pratique, direct et indissoluble, entre le passé et le présent. Mais la question de cette paix malheureuse, de cette paix extrêmement dure, est si brûlante qu'il faut nous y arrêter pour l'élucider. C'est pourquoi je publie sur cette question les thèses dont j'ai donné lecture le 8 janvier 1918, à Pétrograd, devant une soixantaine de militants les plus en vue de notre parti.

Ces thèses, les voici :

7/I 1918

Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste [1]

1. L'état de la révolution russe est tel, à l'heure présente, que presque tous les ouvriers et l'immense majorité des paysans sont incontestablement en faveur du pouvoir des Soviets et de la révolution socialiste qu'il a commencée. Le succès de la révolution socialiste en Russie est assuré.

2. En même temps, la guerre civile provoquée par la résistance furieuse des classes possédantes, qui ont parfaitement conscience de se trouver devant la dernière et décisive bataille pour le maintien de la propriété privée de la terre et des moyens de production, n'a pas encore atteint son point culminant. La victoire du pouvoir des Soviets dans cette guerre est assurée, mais avant que la résistance de la bourgeoisie soit écrasée, il se passera inévitablement quelque temps encore, il faudra inévitablement une assez grande tension de forces, il y aura inévitablement une période de profond marasme économique et de chaos, comme dans toute guerre et surtout dans toute guerre civile.

3. En outre, cette résistance, considérée sous ses formes moins virulentes et non armées (sabotage, corruption des éléments déclassés, corruption des agents de la bourgeoisie qui s'insinuent dans les rangs des socialistes pour perdre la cause du socialisme, etc., etc.) s'est révélée si opiniâtre et susceptible de revêtir des formes si diverses que la lutte contre elle se prolongera inévitablement quelque temps encore ; il n'est guère probable qu'elle se termine dans ses formes principales, avant quelques mois. Or, sans une victoire décisive sur cette résistance passive et camouflée de la bourgeoisie et de ses partisans, le succès de la révolution socialiste est impossible.

4. Enfin, les tâches d'organisation qu'impose la transformation socialiste en Russie sont si vastes et si ardues qu'il faut aussi un temps assez long pour les réaliser, étant donné le grand nombre de compagnons de route petits-bourgeois du prolétariat socialiste et le niveau peu élevé de sa culture.

5. Toutes ces circonstances, prises dans leur ensemble, sont telles qu'il faut pour le succès du socialisme en Russie que s'écoule un certain laps de temps, quelques mois au moins, pendant lequel le gouvernement socialiste doit avoir les mains tout à fait libres pour

trionpher de la bourgeoisie d'abord dans son propre pays et pour mettre sur pied un travail d'organisation de masse en largeur et en profondeur.

6. L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être placé à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des Soviets, car la situation internationale, en cette quatrième année de guerre, est telle qu'on ne peut absolument pas prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand). Il est hors de doute que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire *définitive* du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique. Notre action de propagande en général et l'organisation de la fraternisation en particulier doivent être renforcées et élargies. Mais ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des hypothèses : la révolution socialiste se produira-t-elle ou non en Europe et notamment en Allemagne dans les six mois à venir ? (ou dans tout autre délai de même ordre). Comme il est absolument impossible de déterminer la chose, toutes les tentatives de ce genre équivaudraient, objectivement, à un jeu de hasard.

7. Les pourparlers de paix de Brest-Litovsk ont montré de toute évidence qu'à l'heure actuelle, au 7 janvier 1918, le parti militaire l'a incontestablement emporté au sein du gouvernement allemand (qui mène en laisse les autres gouvernements de la quadruple alliance). Pratiquement le parti militaire a déjà adressé un ultimatum à la Russie (il faut s'attendre, il est nécessaire de s'attendre d'un jour à l'autre à ce qu'il soit officiellement signifié). Cet ultimatum, le voici : ou bien la poursuite de la guerre, ou bien une paix annexionniste, c'est-à-dire la paix à condition que nous rendions tous les territoires que nous avons occupés, tandis que les Allemands conserveront tous les territoires qu'ils ont occupés et nous imposeront (sous couleur d'indemnité pour l'entretien des prisonniers) une contribution d'un montant approximatif de 3 milliards de roubles, payables en plusieurs annuités.

8. Le gouvernement socialiste de Russie se trouve placé devant une alternative qui exige de toute urgence une solution : ou bien accepter à présent cette paix annexionniste ou bien engager sur-le-champ une guerre révolutionnaire. Toute solution moyenne est en fait impossible. Aucun nouvel atermoiement n'est plus

praticable, car nous avons *déjà* fait tout le possible et l'impossible pour faire traîner artificiellement les pourparlers.

9. Si nous examinons les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, nous trouvons d'abord celui-ci : une paix séparée serait aujourd'hui, objectivement, un accord avec les impérialistes allemands, un «arrangement impérialiste», etc. ; par conséquent, ce serait une rupture totale avec les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien.

Mais cet argument est manifestement faux. Les ouvriers qui perdent une grève et signent un accord pour la reprise du travail à des conditions désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes ne trahissent pas le socialisme. Ceux-là seuls trahissent le socialisme, qui troquent des avantages pour une partie des ouvriers contre des avantages pour les capitalistes ; seuls des accords de cette nature sont inadmissibles dans leur principe.

Celui qui appelle défensive et juste la guerre contre l'impérialisme allemand, tout en recevant on fait le soutien des impérialistes anglo-français et en cachant au peuple les accords secrets conclus avec eux, celui-là trahit le socialisme. Celui qui, ne cachant rien au peuple et ne concluant aucun traité secret avec les impérialistes, consent à signer des conditions de paix désavantageuses pour une nation faible, et avantageuses pour les impérialistes d'un groupe alors qu'à ce moment donné il n'a pas la force de poursuivre la guerre, celui-là ne commet pas la moindre trahison envers le socialisme.

10. Un autre argument en faveur de la guerre immédiate, c'est qu'en concluant la paix, nous sommes objectivement des agents de l'impérialisme allemand, car nous lui permettons de retirer les troupes de notre front, nous libérons des millions de prisonniers, etc. Mais cet argument est lui aussi manifestement faux, car, à l'heure actuelle, la guerre révolutionnaire ferait objectivement de nous des agents de l'impérialisme anglo-français, en lui procurant des forces auxiliaires qui l'aideraient à atteindre ses objectifs. Les Anglais ont carrément offert à notre commandant en chef Krylenko cent roubles par mois et par soldat au cas où nous poursuivrions la guerre. Même si nous n'acceptons pas un seul copeck des Anglo-Français, nous les aiderons tout de même objectivement, en retenant une partie des troupes allemandes.

A cet égard, dans les deux cas, nous ne nous dégageons pas totalement de l'une ou de l'autre liaison impérialiste ; et il est évident d'ailleurs qu'on ne peut pas s'en dégager totalement sans renverser l'impérialisme mondial. La juste conclusion à tirer de là, c'est qu'à partir de la victoire du gouvernement socialiste dans un pays, il faut trancher les questions non pas du point de vue de la préférence à donner à tel ou tel impérialisme, mais exclusivement du point de vue des conditions les plus favorables au développement et au renforcement de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

Autrement dit : le principe qui doit maintenant servir de base à notre tactique n'est pas de savoir lequel des deux impérialismes il est préférable d'aider aujourd'hui, mais de savoir quel est le moyen le plus sûr et le plus efficace d'assurer à la révolution socialiste la possibilité de s'affermir ou tout au moins de se maintenir dans un seul pays, jusqu'au moment où d'autres pays viendront se joindre à lui.

11. On dit que les social-démocrates allemands hostiles à la guerre sont devenus aujourd'hui des «défaitistes» et qu'ils nous demandent de ne pas céder à l'impérialisme allemand. Mais nous n'avons admis le défaitisme que par rapport à la bourgeoisie impérialiste *nationale* ; quant à la victoire sur l'impérialisme étranger, victoire accessible grâce à une alliance formelle ou une alliance de fait avec un impérialisme « ami », nous l'avons toujours repoussée, comme une méthode inadmissible dans son principe et, d'une façon générale, inopérante.

Ce dernier argument n'est par conséquent qu'une variante du précédent. Si les social-démocrates allemands de gauche nous proposaient d'ajourner la paix séparée pour un laps de temps *déterminé*, en nous garantissant une action révolutionnaire en Allemagne dans l'intervalle, la question *pourrait* alors se poser pour nous autrement. Or, non seulement les Allemands de gauche ne parlent pas en ces termes, mais au contraire, ils déclarent formellement : «Tenez tant que vous pourrez, mais décidez la question en tenant compte de la situation de la révolution socialiste *russe*, car nous ne pouvons rien promettre de positif quant à la révolution allemande.»

12. On dit que nous avons nettement « promis » la guerre révolutionnaire, dans toute une série de déclarations du parti, et que conclure une paix séparée serait trahir notre parole.

C'est faux. Nous avons parlé de la *nécessité*, pour un gouvernement socialiste à l'époque de l'impérialisme, de « *préparer et mener* » la guerre révolutionnaire [2] ; nous en avons parlé pour combattre le pacifisme abstrait, la théorie de la négation totale de la «défense de la patrie » à l'époque de l'impérialisme, et enfin les instincts basement égoïstes d'une partie des soldats ; mais nous n'avons pas pris l'engagement de déclencher la guerre révolutionnaire sans tenir compte des possibilités de la faire à tel ou tel moment.

Aujourd'hui aussi nous devons à tout prix *préparer* la guerre révolutionnaire. Nous tenons cette promesse, comme nous l'avons fait d'ailleurs pour toutes celles qu'on pouvait tenir sur-le-champ : nous avons dénoncé les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix équitable ; nous avons fait traîner par tous les moyens et à maintes reprises les pourparlers de paix pour donner à d'autres peuples le temps de se joindre à nous.

Mais la question de savoir si l'on peut mener *tout de suite, sans attendre*, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

13. En résumant l'appréciation portée sur les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, il faut conclure qu'une telle politique répondrait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tiendrait aucun compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels au moment présent de la révolution socialiste déjà commencée.

14. Il est hors de doute que notre armée, à l'heure actuelle et dans les semaines qui viennent (et vraisemblablement dans les mois à venir), est absolument hors d'état de repousser avec succès une offensive allemande, 1° par suite de l'extrême fatigue et de l'épuisement de la majorité des soldats, étant donné l'incroyable désorganisation du ravitaillement et de la relève des troupes surmenées, etc. ; 2° par suite du très mauvais état des effectifs de chevaux, ce qui mènerait inévitablement notre artillerie à sa perte ; 3° par suite de l'impossibilité absolue de défendre le littoral entre Riga et Reval, ce qui est pour l'ennemi une chance certaine de conquérir le reste de la Livonie, puis l'Estonie et de prendre à revers

une grande partie de nos troupes, et enfin de s'emparer de Pétrograd.

15. Ensuite, il est également hors de doute que la majorité paysanne de notre armée se prononcerait sans réserve à l'heure actuelle en faveur d'une paix annexionniste, et non d'une guerre révolutionnaire immédiate, car la réorganisation socialiste de l'armée, l'intégration dans ses rangs des détachements de la Garde rouge, etc., ne font que commencer.

Etant donné la démocratisation totale de l'armée, ce serait une aventure que de mener une guerre contre la volonté de la majorité des soldats ; quant à la création d'une armée socialiste ouvrière et paysanne, vraiment solide, idéologiquement ferme, elle exige à tout le moins des mois et des mois.

16. La paysannerie pauvre de Russie est capable de soutenir la révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière, mais elle n'est pas capable d'entreprendre tout de suite, à l'heure actuelle, une guerre révolutionnaire sérieuse. Méconnaître ce rapport objectif des forces de classe dans cette question serait une erreur fatale.

17. Par suite, la question de la guerre révolutionnaire se présente aujourd'hui de la façon suivante :

Si la révolution allemande éclatait et triomphait dans les trois ou quatre mois prochains, alors la tactique de la guerre révolutionnaire immédiate ne mènerait peut-être pas notre révolution socialiste à sa perte.

Mais si la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue, voici quel sera fatalement le cours des événements : de très graves défaites obligeront la Russie à conclure une paix séparée encore plus désavantageuse, et cette paix, au lieu d'être conclue par le gouvernement socialiste, le sera par quelque autre (par exemple, par le bloc de la Rada bourgeoise avec les partisans de Tchernov ou quelque chose d'approchant). Car l'armée paysanne, épuisée au dernier point par la guerre, renversera le gouvernement ouvrier socialiste dès les premières défaites, et ce serait vraisemblablement une question de semaines et non de mois.

18. Devant cette situation, ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution

socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de courir ce risque.

19. Et la révolution allemande ne sera nullement entravée, étant donné ses conditions objectives, si nous concluons une paix séparée. Il est probable que les fumées de l'ivresse chauvine l'affaibliront pour un temps, mais la situation de l'Allemagne restera extrêmement pénible, la guerre avec l'Angleterre et l'Amérique traînera en longueur, l'impérialisme agressif sera complètement et définitivement démasqué des deux côtés. L'exemple de la République socialiste des Soviets de Russie sera un modèle vivant pour les peuples de tous les pays, et la force de propagande, la force d'impulsion révolutionnaire de ce modèle sera prodigieuse. D'un côté, le régime bourgeois et la guerre de conquête, définitivement démasquée, entre deux groupes de forbans ; de l'autre, la paix et la République socialiste des Soviets.

20. En concluant une paix séparée, nous nous affranchissons, autant qu'il est *possible* de le faire à *l'heure actuelle*, des deux groupes impérialistes ennemis, en profitant de leur hostilité et de la guerre qui les empêchent de s'entendre contre nous ; nous en profitons, car nous avons ainsi pendant une certaine période les mains libres pour poursuivre et consolider la révolution socialiste. La réorganisation de la Russie sur la base de la dictature du prolétariat, sur la base de la nationalisation des banques et de la grande industrie, de *l'échange* en nature *des produits* entre les villes et les coopératives de consommation des petits paysans, est parfaitement possible du point de vue économique, à condition que quelques mois de travail pacifique nous soient assurés. Et cette réorganisation rendra le socialisme invincible en Russie comme dans le monde entier, tout en créant la base économique solide d'une puissante Armée Rouge ouvrière et paysanne.

21. Une véritable guerre révolutionnaire serait à l'heure actuelle la guerre de la République socialiste contre les pays bourgeois, avec pour but précis, entièrement approuvé par l'armée socialiste, le renversement de la bourgeoisie dans les autres pays. Or, il est *notoire* qu'à l'heure *présente* nous ne pouvons pas encore nous assigner ce but. Nous combattrions aujourd'hui, objectivement, pour la libération de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande. Mais aucun marxiste ne saurait nier, sans rompre

avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que l'intérêt du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Notre République socialiste a fait tout ce qu'elle a pu, et elle continue à le faire pour que la Finlande, l'Ukraine, etc., puissent réaliser leur droit de libre disposition. Mais si la situation concrète est désormais telle que l'existence de la République socialiste est mise aujourd'hui en danger du fait que le droit de quelques nations (Pologne, Lituanie, Courlande, etc.) à disposer librement d'elles-mêmes est violé, il va de soi que la sauvegarde de la république socialiste prime tout.

C'est pourquoi celui qui dit : «Nous ne pouvons pas signer une paix honteuse, infâme, etc., trahir la Pologne, etc.», ne s'aperçoit pas qu'en concluant la paix à condition que la Pologne soit libérée, il ne ferait que renforcer davantage encore l'impérialisme allemand contre l'Angleterre, contre la Belgique, la Serbie et les autres pays. Une paix posant comme condition la libération de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande, serait une paix «patriotique» *du point de vue de la Russie*, mais n'en resterait pas moins une paix avec les annexionnistes, avec les impérialistes allemands.

21 janvier 1918. A ces thèses, il convient d'ajouter :

22. Les grèves de masse en Autriche et en Allemagne, puis la formation de Soviets des députés ouvriers à Berlin et à Vienne, enfin le début d'engagements armés et de conflits de rue à Berlin les 18-20 janvier, tout cela nous oblige à reconnaître comme un fait acquis que la révolution a commencé en Allemagne. Il résulte de ce fait que nous pouvons encore pendant une certaine période retarder et faire traîner les pourparlers de paix.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Après l'intervention de Lénine, la séance du C.C. du 11 (24) janvier 1918 examina la question de la paix et de la guerre. Les «communistes de gauches» et **Trotsky** s'opposèrent à Lénine. Une partie des «communistes de gauche» dont **Boukharine**, **Ouintski**, **Lomov** (**Oppokov**) soutenaient la proposition de **Trotsky** «ni la guerre ni la paix ». **Staline**, **Serguéev** (**Artem**), **Sokolnikov** se prononcèrent pour la paix. Lors du vote, les «communistes de gauche», n'espérant plus le succès du mot d'ordre de guerre révolutionnaire immédiate (deux personnes seulement votèrent pour), donnèrent la prépondérance à la proposition de **Trotsky** qui reçut 9 voix contre 7. Pour surmonter la résistance à la conclusion de la paix au sein du C.C. et convaincre la partie des masses qui

suivait les partisans de la guerre révolutionnaire, Lénine proposa de faire traîner les pourparlers au maximum. Cette proposition fut acceptée par 12 voix contre une. [N.E.]

[2]. Cf. Quelques thèses, Œuvres, t. 21, pp. 418-419. Paris-Moscou, (N.R.)
